

Il ressort de cette liste d'activités que la tendance actuelle est à l'élargissement de la coopération au sujet de l'Arctique dans divers domaines. Beaucoup de ces activités ont lieu sans l'intervention directe du gouvernement fédéral, mais elles se sont toutes concrétisées, du moins en partie, grâce à la multiplication des rapports entre gouvernements à l'échelon fédéral. Signalons d'abord et avant tout que l'engagement pris par le gouvernement fédéral de favoriser les contacts avec l'URSS sur les questions intéressant l'Arctique s'est traduit dans la pratique par le renouvellement et l'extension du Programme d'échanges en matière de sciences arctiques. De plus, l'intensification du dialogue et des communications avec les partenaires soviétiques grâce à ce programme a permis d'élargir les relations dans d'autres domaines.

LA COOPÉRATION CIRCUMPOLAIRE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE

L'expansion de la coopération canado-soviétique concernant l'Arctique dans les nombreux domaines déjà mentionnés a donné à la politique étrangère canadienne un nouvel objectif. En grande partie à cause de l'élargissement de nos relations avec l'URSS, l'Arctique est devenu une région où la coopération non militaire rejoint les activités stratégique-militaires plus traditionnelles. Cette dimension septentrionale en pleine évolution a beaucoup retenu l'attention au cours des deux dernières années, surtout depuis qu'elle été mise en lumière dans un chapitre particulier du Rapport du Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada.¹³ Le thème de ce chapitre a été repris par la suite dans un rapport publié par un groupe d'étude du Bureau de la Capitale nationale, à l'Institut canadien des affaires internationales sous le titre *The North and Canada's International Relations*. D'après les recommandations formulées dans ces deux rapports, le Canada aurait avantage à examiner étroitement ses besoins en matière de sécurité dans l'Arctique, tout en s'efforçant d'accroître la coopération non militaire avec les pays confinant à l'Arctique, dont l'Union soviétique.

Ces idées posent certains problèmes particuliers dans le contexte des relations avec l'URSS. Il ne faut jamais oublier dans quel but les Soviétiques entendent développer la coopération avec certains pays dans des domaines donnés. En ce qui concerne les relations avec le Canada dans l'Arctique, l'URSS espère sans aucun doute qu'une coopération d'ordre non militaire favorisera l'avancement de ses propositions sur la démilitarisation de l'Arctique. Dans un appel lancé en février 1988 aux parlements et aux parlementaires des pays septentrionaux, l'Union soviétique a fait part de son désir de transformer « les régions de notre planète situées à l'intérieur et à proximité du cercle arctique en une véritable zone de paix ». ¹⁴ Les questions relatives à la sécurité devront être étudiées à la table des négociations en même temps que d'autres thèmes d'intérêt mutuel tels que « l'économie, l'écologie, les sciences, etc. » ¹⁵ En d'autres termes, tous les aspects de la

coopération dans l'Arctique sont intimement liés aux yeux de l'URSS.

En ce qui concerne la coopération avec l'Union soviétique dans l'Arctique, on peut dire que les deux pays ont, dans une certaine mesure, réalisé les objectifs fixés. Le Canada en a par conséquent tiré plusieurs avantages directs. Dans les domaines scientifiques, il semble que ces derniers se manifestent principalement sur les plans plus théoriques des sciences fondamentales et appliquées. Dans les secteurs plus pratiques du génie et de l'application des technologies, le Canada est plus avancé que l'URSS. Même là, cependant, des retombées tangibles sont possibles, car beaucoup croient que cette avance peut se traduire dans un proche avenir par des contrats commerciaux pour des sociétés canadiennes. Dans le domaine de l'éducation, il a été relativement bénéfique d'avoir pu prendre connaissance des programmes soviétiques concernant l'enseignement des langues autochtones et la protection de la culture autochtone. Le fait de donner aux Inuit canadiens l'occasion d'établir des rapports avec les Yuit soviétiques constitue un progrès important sur le plan culturel, et l'on peut espérer que cette réussite s'étende bientôt à d'autres domaines et favorise, par exemple, des échanges d'artisans autochtones.

En évaluant les bienfaits de la coopération canado-soviétique au sujet de l'Arctique pour notre pays, il ne faudrait pas se limiter à ceux qui découlent directement des échanges d'information. Il existe aussi des avantages indirects moins tangibles, notamment du fait que la coopération peut amener Moscou à s'engager dans des initiatives multilatérales; c'est ainsi qu'elle a sans aucun doute influé sur la décision que l'Union soviétique a prise récemment de participer à des réunions dont l'objet était de créer un Comité international des sciences arctiques, organisme qui serait chargé de faire des études et de formuler des résolutions sur la protection de l'environnement arctique. Que l'on ait réussi à convaincre les Soviétiques de participer à des entreprises internationales de ce genre, en dépit de leur résistance traditionnelle à cet égard, doit être vu comme un grand pas en avant. ¹⁶

Si les bienfaits de la coopération canado-soviétique sont visibles et vont sans doute continuer à s'accroître dans l'avenir, il faut dire qu'ils ont été acquis dans une vacuité politique totale. Le gouvernement n'a jamais clairement défini les domaines précis de coopération à favoriser, ni les objectifs à atteindre. Il n'a jamais fait savoir non plus avec quels pays le Canada avait les meilleures chances de réussir dans ses efforts de coopération, dans des domaines particuliers.

Il y a longtemps déjà que l'on réclame une clarification du volet septentrional de notre politique étrangère. La question est toutefois plus pressante qu'auparavant à cause d'un élément nouveau : les acteurs augmentent en nombre dans le contexte de la coopération circumpolaire. Au cours de la dernière décennie, la Conférence circumpolaire inuit ¹⁷ a pris part à la formulation de politiques intéressant l'Arctique, mais, en plus de cela, les gouvernements des